



Rouen

PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**#LABOVICTORHUGO
APPARTEMENT ANATOLE FRANCE
TARIFS 2026
REVISION
Réf. 2025 / 108**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 (2°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2018 adoptant la grille tarifaire de location du Labo Victor Hugo et de l'appartement Anatole France,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2024 révisant les tarifs de location de l'appartement Anatole France,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 20 janvier 2025 adoptant le budget primitif du budget principal pour 2025,
- Le budget de l'exercice en cours,
- La grille tarifaire en annexe.

CONSIDERANT :

- Que, pour tenir compte des frais de gestion et du taux prévisible d'inflation, il y a lieu de réviser, pour l'année 2026, les tarifs de location du Labo Victor Hugo et de l'appartement Anatole France, selon un barème représentant une augmentation de 2 % par rapport aux tarifs 2025.

DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}. - Les tarifs de location du Labo Victor Hugo et de l'appartement Anatole France sont modifiés conformément à la grille tarifaire jointe en annexe, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Article 2. - Les recettes en résultant seront imputées au chapitre 75 (autres produits de gestion courante), article 752 (revenus des immeubles) du budget.

Article 3.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le

03 NOV. 2025



Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Le Maire de Rouen

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télerecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.